



CONSULTATION PUBLIQUE DE L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DES COMMUNICATIONS
ELECTRONIQUES ET DES POSTES RELATIVE AU PROJET D'ENCADREMENT TARIFAIRE DES
TERMINAISONS D'APPEL VOCAL MOBILE EN OUTRE-MER POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER
2011 AU 31 DÉCEMBRE 2013

Réponse d'**ORANGE CARAIBE**

VERSION PUBLIQUE

Mai 2010

I. SYNTHÈSE

Une asymétrie tarifaire injustifiée sur la zone Antilles-Guyane

Orange Caraïbe note que l'Autorité fonde la justification d'une régulation ex ante de la prestation de terminaison d'appel mobile sur la nécessité d'assurer des conditions de libre exercice d'une concurrence sur les marchés aval.

Aussi, Orange Caraïbe souhaite présenter de nouveau son analyse du marché antillo-guyanais, en rappelant notamment les spécificités ultramarines, en détaillant les évolutions des parts de marché des principaux opérateurs au 1^{er} trimestre 2010, et ce, afin de démontrer que la concurrence s'exerce librement sur ce marché, marché toujours en développement.

Orange Caraïbe considère que la suppression, dès 2011, de l'asymétrie tarifaire avec Digicel et Outremer Telecom est justifiée ; en effet :

- Lors de la consultation publique de 2009, Orange Caraïbe avait mis en évidence l'inexistence sur la zone Antilles-Guyane de facteurs hexogènes aux opérateurs qui permettaient de justifier une asymétrie tarifaire, conformément aux critères retenus par la Commission Européenne. Cette situation favorable au développement continue de perdurer sur le marché ;
- Le déséquilibre des flux d'échanges dans le cadre de l'interconnexion est toujours largement défavorable à Orange Caraïbe ;
- Les principaux concurrents d'Orange Caraïbe continuent de se développer sur le marché, tant sur le plan des parts de marché en constante croissance, que du point de vue technologique avec le lancement des réseaux UMTS.

Par ailleurs, Orange Caraïbe estime qu'il est absolument nécessaire de réguler les TA de tous les opérateurs mobiles se voyant attribuer des fréquences sur les territoires concernés. Il conviendrait donc d'inclure les filiales d'UTS Caraïbe dans la liste des opérateurs dont la TA doit être encadrée pour la période 2011-2013.

Un référentiel de coûts des opérateurs mobiles ultramarins qui doit évoluer

Orange Caraïbe souhaite rappeler que les résultats issus du modèle « bottom-up » développé par l'Autorité sont encore largement contestés par les opérateurs et plus particulièrement par Orange.

Aussi, Orange Caraïbe avait recommandé lors de la consultation publique de juin 2009, la plus grande prudence dans l'interprétation des résultats prévisionnels. D'un point de vue strictement technique, il apparaît en particulier difficile de calculer des coûts incrémentaux fiables à partir d'un modèle dont la calibration sur les coûts complets fait encore l'objet de tant de critiques.

Depuis cette dernière consultation publique et la publication de la recommandation européenne du 7 mai 2009, l'Autorité a confirmé que le plafond des tarifs de TA serait fixé par référence au concept de coûts incrémentaux, et a prévu de lancer en 2010 des travaux sur le référentiel des coûts métropolitains au 1^{er} semestre 2010 et celui des opérateurs ultramarins au second semestre 2010.

Orange Caraïbe se félicite de cette décision de révision des modèles de coûts ; cependant, le calendrier retenu par l'Autorité pour ces travaux d'améliorations sur les modèles ultramarins est incompatible avec celui relatif à la détermination des tarifs de terminaison d'appel. En effet, il ne permettra pas de prendre en compte les évolutions à venir sur les modèles de la zone Antilles-Guyane.

Enfin, la recommandation européenne du 7 mai 2009 donne jusqu'au 31 décembre 2012 aux régulateurs nationaux pour disposer d'un référentiel de coûts incrémentaux opposable et applicable aux opérateurs.

Aussi, Orange Caraïbe souhaite que son tarif de terminaison d'appel pour 2011 reste calculé sur la base des coûts complets restitués et audités en 2009, le tarif de 2012 pouvant s'appuyer, dans un second temps, sur les résultats des travaux d'amélioration du modèle qui auront été alors menés.

Les paragraphes et données entre [] relèvent du secret des affaires.

PLAN DU DOCUMENT

I.	SYNTHESE	2
II.	UNE ASYMETRIE TARIFAIRE INJUSTIFIEE SUR LA ZONE ANTILLES-GUYANE.....	4
II.1.	RAPPEL SUR LE MARCHE ANTILLO-GUYANAIS	4
II.2.	L'EVOLUTION DES PARTS DE MARCHE	4
II.3.	L'ENTREE DES OPERATEURS SUR LE MARCHE	5
II.4.	LES DESEQUILIBRES DE TRAFIC	5
II.5.	LES IMPACTS FINANCIERS	6
II.6.	CONCLUSION SUR L'ASYMETRIE TARIFAIRE	7
III.	SUR LA NECESSITE DE REGULER TOUS LES OPERATEURS PRESENTS.....	8
IV.	MODELE DE COUT.....	9

II. UNE ASYMETRIE TARIFAIRE INJUSTIFIEE SUR LA ZONE ANTILLES-GUYANE

II.1. RAPPEL SUR LE MARCHE ANTILLO-GUYANAIS

Les départements et collectivités d'Outre-mer représentent des territoires limités en taille et en population, mais présentent néanmoins un taux de pénétration qui dépasse en 2010 les 120%¹ et donc supérieur à celui de la métropole : le marché antillo-guyanais est aujourd'hui un marché mature pour la technologie GSM et en cours de déploiement de l'UMTS.

Cependant, Orange Caraïbe souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur :

- la part des clients prépayés qui est bien plus importante qu'en métropole ;
- la part encore importante de clients « inactifs » sur le parc client total et son incidence sur les taux de pénétration ;
- des AUPU moins élevés qu'en métropole.

D'un point de vue concurrentiel, Orange Caraïbe tient à souligner la fluidité du marché et le maintien du fort niveau de concurrence sur la zone. En effet :

- au 1^{er} trimestre 2010, les parts de marché d'Orange Caraïbe [...] et de Digicel [...] tendent à converger, celle d'Outremer Telecom continue de progresser [...].

S'agissant de l'innovation technologique :

- tous les opérateurs GSM disposent également d'autorisation UMTS ;
- les déploiements UMTS sont actuellement réalisés ou en cours pour Orange Caraïbe (lancement aux Antilles en octobre 2008, dans les COMs de St Martin et St Barthélemy en janvier 2009, en Guyane en mai 2009) et pour Outremer Telecom ; celui de Digicel est attendu très prochainement ; les offres associées se développent progressivement sur le marché.

II.2. L'EVOLUTION DES PARTS DE MARCHE

Orange Caraïbe retient dans le cadre de son analyse l'évolution des parts de marché sur la période 2005-2009, en cohérence avec l'arrivée du 3^{ème} entrant sur le marché des Antilles-Guyane.

Lors de sa dernière analyse de marché publiée en 2007, l'Autorité avait communiqué sur les parts de marché des principaux opérateurs de la zone Antilles-Guyane à savoir : Orange Caraïbe (58%), Digicel (27%) et Outremer Telecom (13%).

Orange Caraïbe observe que ses principaux concurrents, Digicel et Outremer Telecom, se sont fortement développés depuis lors. La part de marché des concurrents d'Orange Caraïbe est passée de [...] en 2007 à [...] au 1^{er} trimestre 2010¹.

[...]

Orange Caraïbe a procédé à l'estimation des parts de marché en parc clients total, respectivement pour Digicel et Outremer Telecom entre 2005 et 2009 à partir de données internes à Orange Caraïbe, de données officielles publiées par l'ARCEP ou par Outremer Telecom dans des Communiqués de Presse parus sur son site internet.

[...]

Les estimations d'Orange Caraïbe mettent en évidence un changement profond de la répartition de ces parts de marché depuis 2005 [...].

La progression spectaculaire de Digicel AFG témoigne du dynamisme existant sur le marché des Antilles Guyane et de l'absence de barrières au développement des opérateurs. Néanmoins, la progression moins importante d'Outremer Telecom pourrait résulter de choix stratégiques de l'opérateur.

En conclusion :

L'évolution des parts de marché sur les Antilles Guyane démontre que :

1. **La concurrence continue d'être effective et s'exerce sur l'ensemble du marché ;**
2. **Les faibles barrières à l'entrée ont permis le développement initial rapide d'Outremer Telecom, conditions dont pourraient bénéficier les filiales du groupe UTS à leur lancement commercial ;**
3. **Les conditions du marché permettent aux opérateurs Digicel et Outremer Telecom de continuer leurs développements à la fois sur le plan des offres et des technologies.**

¹ Selon les enquêtes « Suivi des Indicateurs Mobiles » (SIM) T1 2010 publiées par l'ARCEP le 6 mai 2010.

II.3. L'ENTREE DES OPERATEURS SUR LE MARCHE

Au vu de la Recommandation européenne, Digicel et Outremer Télécom, entrés sur le marché antillo-guyanais depuis respectivement 10 ans et 6 ans, ne devraient plus bénéficier d'aucune asymétrie de TA, asymétrie motivée par le passé du fait de leur entrée tardive sur ce marché.

Comme rappelé par Orange Caraïbe dans sa réponse à la seconde consultation sur le modèle CMILT², Digicel est un acteur majeur et puissant sur la Caraïbe qui a racheté en 2006 le réseau Bouygues Telecom Caraïbe (BTC), déjà déployé depuis 2000 sur la zone Antilles-Guyane suite à l'obtention de ses autorisations GSM en 1998 (soit 2 ans après Orange Caraïbe).

Aussi, l'Autorité ne peut considérer qu'il existe pour cet opérateur de coûts supplémentaires relatifs ni à son entrée sur le marché, sachant que les obligations de couverture de la population étaient déjà remplies dès 2005, ni au manque d'économie d'échelle, Digicel AGF s'appuyant sur des synergies avec un groupe fort dynamique sur l'ensemble de la Caraïbe.

De même, le groupe Outremer Télécom a lancé la commercialisation de ses services en décembre 2004 en Guyane, puis en décembre 2005 dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique, alors qu'il bénéficiait d'une autorisation de déployer son réseau depuis 2000 (soit 4 ans après Orange Caraïbe).

Les deux opérateurs Digicel et Outremer Telecom ont vu leurs parts de marché progresser régulièrement (§II.2), notamment depuis 2005, démontrant ainsi que la forte dynamique du marché antillo-guyanais.

Aussi, Orange Caraïbe considère que la période 2005-2010 représente une période de transition suffisante, qui a permis aux deux opérateurs « nouveaux entrants », Digicel et Outremer Telecom, de s'adapter aux conditions et aux spécificités de marché et se développer efficacement.

Dans ses Décisions 2007-0810 et 08-1176, l'Autorité a expliqué que « l'horizon d'une prise en compte des effets de délai d'entrée sur le marché de détail est fortement liée à la fluidité de ce marché. A partir d'une répartition donnée de parts de marché en stock, la capacité d'un opérateur à faire croître cette part de marché est directement fonction de ses performances à acquérir une partie du flux de nouvelles souscriptions (i.e. de ventes brutes). »

Aussi, Orange Caraïbe rappelle avoir développé lors de la consultation précédente le modèle qui consiste à déterminer la date de fin de prise en compte des effets de délai d'entrée sur le marché, date à laquelle ses concurrents devraient théoriquement atteindre une part de marché de 30%.

[...]

En conclusion, au regard de l'ensemble des éléments avancés, Orange Caraïbe considère que les effets de délai d'entrée sur le marché n'auraient pas dû excéder 2008 pour Digicel et ne devraient pas excéder 2011 pour Outremer Telecom.

II.4. LES DESEQUILIBRES DE TRAFIC

Orange Caraïbe a procédé à une analyse détaillée des flux de trafic échangés avec ses principaux concurrents Digicel et Outremer Télécom sur la période Janvier 2006 à mars 2010.

S'agissant de l'interconnexion Orange Caraïbe / Digicel :

[...]

Les données dont dispose Orange Caraïbe montrent que les trafics entrant/sortant entre Digicel et Orange Caraïbe sont relativement équilibrés avant 2006 et légèrement défavorables à Orange Caraïbe depuis 2007.

La thèse de l'Autorité selon laquelle il existerait des déséquilibres de trafic structurels entre les opérateurs dus à la forte asymétrie de part de marché et à la politique commerciale de différenciation tarifaire on net / off net des plus gros opérateurs et notamment d'Orange Caraïbe est totalement infirmée par ces données.

[...]

Ces éléments prouvent une nouvelle fois que l'existence de déséquilibres de trafic est principalement liée à la structure commerciale des offres des opérateurs et à leur politique marketing et commerciale.

En conséquence, l'asymétrie de TA entre Orange Caraïbe et Digicel doit être supprimée dès le 1^{er} janvier 2011.

² Réponse d'Orange Caraïbe à la Consultation Publique de l'ARCEP relative aux Référentiels de Coûts des Opérateurs Mobiles Ultramarins (mars 2009)

S'agissant de l'interconnexion Orange Caraïbe / Outremer Telecom :

Orange Caraïbe a mené la même étude sur l'évolution des trafics d'interconnexion avec Outremer Télécom. [...]

L'analyse menée pour 2008, 2009 et le premier trimestre 2010 montre que les rapports E/S trafic et valeur ont évolué de la façon suivante : [...]

On peut ainsi noter une diminution progressive du rapport E/S trafic avec un rééquilibrage des trafics entre Orange Caraïbe et Outremer Télécom.

[...]

En outre, depuis 2008, le rapport E/S trafic tend vers l'équilibre alors que le rapport E/S valeur est relativement stable et largement en faveur d'Outremer Telecom. Cette tendance s'explique par la forte asymétrie tarifaire persistant entre les deux opérateurs.

II.5. LES IMPACTS FINANCIERS

Orange Caraïbe argumente depuis plusieurs années sur l'incohérence des niveaux d'asymétrie tarifaire sur la zone Antilles-Guyane et rappelle l'évolution récente des tarifs de terminaison d'appel :

Tarif en € cts	2006	2007	2008	2009	2010
ORANGE Caraïbe	16,44	13,16	11,00	8,70	5,50
DIGICEL (BTC)	21,66	18,89	16,00	12,20	6,50
OUTRE MER	44,86	27,82	22,20	15,70	9,00
Dauphin	38,71	35,31	24,90	16,70	12,00
UTS			25,90	17,70	12,00
Asymétrie en %					
DIGICEL (BTC)	31,8%	43,5%	45,5%	40,2%	18,2%
OUTRE MER	172,9%	111,4%	101,8%	80,5%	63,6%
Dauphin			101,8%	57,5%	63,6%
UTS			126,4%	92,0%	118,2%

Figure 7. Terminaison d'appel

S'agissant de l'interconnexion :

Orange Caraïbe rappelle que les flux financiers entre opérateurs de la zone Antilles-Guyane sont déséquilibrés et dépendent principalement du parc clients et des parts de marchés, du profil des consommateurs et des niveaux d'asymétries tarifaires existants entre les opérateurs.

En effet, le tarif de terminaison d'appel d'Orange Caraïbe diminue drastiquement depuis 2004, cependant une asymétrie tarifaire conséquente avec les principaux opérateurs de la zone persiste. En 2010, L'écart se situe à 1 cts et 3,5 cts d'euro, soit en valeur relative à 18,2% et 63,6%, pour respectivement Digicel et Outremer Telecom aux Antilles Françaises. Le graphe ci-dessous représente, en valeur relative, les asymétries de TA importantes existantes entre Orange Caraïbe et ses principaux concurrents de 2006 à 2010.

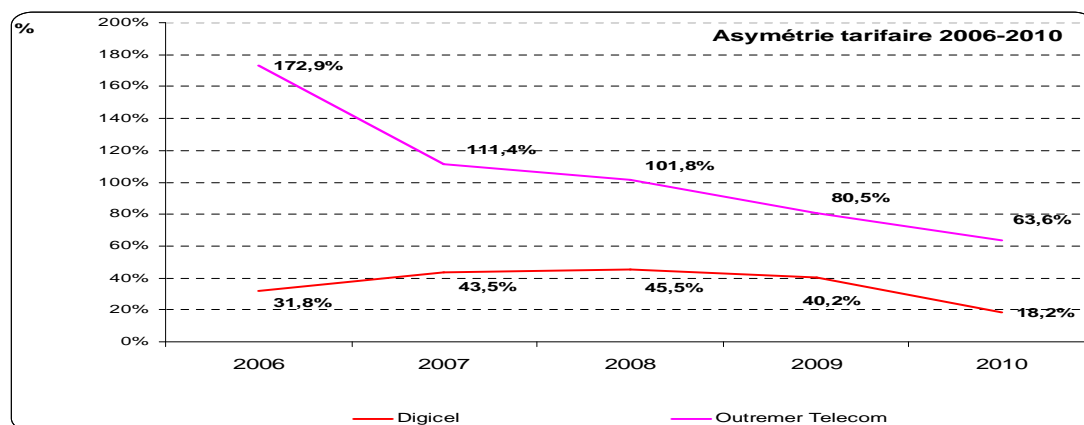


Figure 8. Evolution de l'asymétrie entre Orange Caraïbe et ses concurrents

Orange Caraïbe salue la volonté de l'Autorité de diminuer ces écarts depuis 2006. Cependant, leurs niveaux, inédits en France Métropolitaine et en Europe, restent encore très élevés et vont à l'encontre des dernières recommandations de la Commission Européenne qui prône la symétrie des tarifs de terminaison d'appel.

Aussi, le maintien en 2011 d'une asymétrie entre les 3 principaux acteurs du marché continuerait d'avoir pour Orange Caraïbe des effets et des impacts financiers majeurs.

Le graphe suivant représente les soldes d'interconnexion annuels observés entre Orange Caraïbe et ses concurrents entre 2006 et 2009. Ces soldes sont largement négatifs et défavorables à Orange Caraïbe sur toute la période.

En 2009, le solde d'interconnexion global d'Orange Caraïbe avec ses deux principaux concurrents atteint [...].

[...]

Solde d'interconnexion Orange Caraïbe avec Digicel AFG :

Le solde cumulé d'interconnexion d'Orange Caraïbe avec Digicel entre 2006 et 2009 est largement en faveur de Digicel et dépasse les [...].

Solde d'interconnexion Orange Caraïbe avec Outremer Telecom (mobile) :

En 2006 et 2007, les soldes d'interconnexion d'Orange Caraïbe avec Outremer Telecom (mobile) n'ont pas été représentés car Orange Caraïbe n'était pas en mesure de distinguer le trafic entrant mobile du trafic entrant fixe d'Outremer Telecom.

Réalisée en 2008, cette distinction permet sur les périodes 2008 et 2009 de montrer que, même si le solde d'interconnexion diminue en valeur absolue, il reste **largement défavorable à Orange Caraïbe et dépasse les [...] en 2009.**

II.6. CONCLUSION SUR L'ASYMETRIE TARIFAIRE

Orange Caraïbe met en évidence dans son analyse du marché antillo-guyanais les éléments suivants :

- la position d'opérateur historique d'Orange Caraïbe sur le marché est largement contestée depuis plusieurs années, sa part de marché de [...] ayant largement baissé pour atteindre [...] au 1^{er} trimestre 2010 selon les propres estimations de l'Autorité ;
- la concurrence s'exerce librement sur le marché, et celui-ci peut être considéré comme un marché concurrentiel, comme le témoigne notamment la forte progression de Digicel AFG [...] ; les faibles barrières à l'entrée ont permis le développement des nouveaux entrants, Outremer Telecom et prochainement le groupe UTS ;
- les conditions du marché facilitent les offres d'abondance et tous réseaux lancées par Digicel et Outremer Telecom ;
- le rachat de Bouygues Telecom Caraïbe a permis à Digicel d'éviter les coûts supplémentaires relatifs aux aléas d'un déploiement de réseau.

Orange Caraïbe souscrit à la position de l'Autorité et de la Commission Européenne sur le fait qu'un opérateur soit entré plus tard ne peut justifier une asymétrie sur son niveau de terminaison d'appel que dans la mesure où, pour des raisons exogènes, il a été dans l'impossibilité d'acquérir une part de marché comparable à celle de ses concurrents.

Pour l'ensemble des éléments évoqués précédemment, Orange Caraïbe estime qu'il n'existe pas de facteurs exogènes pour Digicel et Outremer Telecom justifiant le maintien d'une asymétrie tarifaire au delà du 1^{er} janvier 2011.

Aussi, en adéquation avec la recommandation de la Commission Européenne, Orange Caraïbe souhaite que l'Autorité supprime dès le 1^{er} Janvier 2011 l'asymétrie tarifaire existante avec Digicel et Outremer Telecom.
--

III. SUR LA NECESSITE DE REGULER TOUS LES OPERATEURS PRESENTS

Comme rappelé par Orange Caraïbe dans sa dernière réponse à la consultation sur les TA DOM, le groupe UTS a obtenu les autorisations GSM (juin 2008) et UMTS (fin 2008) qui lui permettront de déployer son réseau sur l'ensemble des départements de la zone Antilles-Guyane par le biais de trois filiales en Martinique, Guadeloupe et Guyane.

L'Autorité a prévu de réguler la TA d'UTS Caraïbes (anciennement Telcell) pour 2010, en revanche rien n'est prévu concernant les 3 filiales d'UTS qui préparent actuellement le déploiement de leur réseau sur la zone Antilles-Guyane. Il est essentiel que l'Autorité intègre dans son analyse les 3 filiales d'UTS. En effet comme rappelé par l'Autorité dans l'analyse de marché complémentaire qu'elle avait conduite en 2007 sur les TA mobiles d'Outremer et de Telcell :

« L'Autorité considère qu'il est essentiel d'éviter toute situation dans laquelle un nouvel entrant peut profiter du fait que sa terminaison d'appel échappe à toute régulation pour la fixer à un niveau significativement plus élevé que ceux de ses concurrents, de pratiquer en contrepartie des prix très bas au détail et de faire croître ainsi sa part de marché au détail. Il est donc essentiel que tout nouvel entrant soit soumis à une régulation du marché de sa terminaison d'appel, et ce dès son lancement commercial » (soulignement ajouté)

La TA imposée aux 3 filiales d'UTS doit être identique à celle imposée à UTS Caraïbes (critère de non-excessivité). La zone Antilles-Guyane est en effet considérée par l'Autorité comme un seul marché pertinent et la TA imposée à une société doit s'appliquer également à ses filiales si elles interviennent sur le même marché, principe appliqué aujourd'hui par l'Autorité. C'est notamment le cas de Orange Mayotte – filiale de Orange Réunion – qui s'est vue imposer une TA identique à celle de Orange Réunion bien qu'elle n'ait lancé ses services commerciaux que beaucoup plus tardivement.

IV. MODELE DE COUT

La Commission Européenne a publié le 7 mai 2009 une recommandation portant sur le traitement réglementaire des tarifs de la terminaison d'appel mobile dans l'Union Européenne. La Commission y préconise un encadrement tarifaire symétrique de la terminaison d'appel vocal, en référence aux coûts incrémentaux de long terme d'un opérateur générique efficace, évalués à l'aide d'un modèle technico-économique. La mise en œuvre de cette recommandation par les pays membres est prévue pour être effective au 31 décembre 2012.

Dans ce contexte, l'Autorité a pris la décision de mener de nouveaux travaux sur le référentiel des coûts métropolitains et ultramarins pour faire suite aux remarques §(A) et §(B) exprimées par les opérateurs lors de la consultation publique de mai 2009.

Pour anticiper les travaux prévus au second semestre 2010, Orange Caraïbe souhaite rappeler dans ce paragraphe ses principales remarques sur le référentiel des coûts ultramarins.

(A) S'agissant de la conformité des modèles :

L'examen détaillé du modèle réalisé par Orange et argumenté dans la consultation de mai 2009, montrait que celui-ci n'est pas conforme à la recommandation européenne, en effet :

- la méthode de calcul des coûts incrémentaux proposée par l'ARCEP ne retient aucun coût de fréquence (redevance de fréquence) dans l'incrément de TA ;
- le modèle bottom-up de l'ARCEP utilise une méthode de valorisation des actifs en coûts historiques alors que la recommandation prévoit l'application d'une méthode de comptabilisation en coûts de remplacement ou en coûts courants. L'application de cette nouvelle méthode pourrait conduire à des résultats sensiblement différents comme rappelé par Orange dans les précédentes consultations ;
- l'application de la méthode décrite succinctement par l'ARCEP et permettant selon elle de calculer le coût incrémental de la TA à partir du modèle bottom-up, conduit à la prise en compte des coûts de messagerie vocale dans le coût de la TA ce qui n'est pas conforme à la méthode retenue jusqu'ici.

(B) S'agissant des résultats du modèle sur la zone Antilles-Guyane :

Orange Caraïbe souhaite également rappeler que les résultats issus du modèle bottom-up développé par l'Autorité sont encore largement contestés par les opérateurs et plus particulièrement par Orange.

Orange Caraïbe souhaite rappeler ses principales remarques concernant ce modèle qui ont été largement développées dans les précédentes consultations (février et mai 2009) et constate que les commentaires pris en compte sont limités et leurs incidences sur les modèles faibles :

1. Le modèle conduit toujours à une forte sous-estimation du coût du réseau.
 - **L'évolution du dimensionnement** a augmenté le coût total du réseau d'environ [...] au total. L'écart avec le coût réel audité se réduit donc à environ [...], mais demeure important. L'essentiel de la sous-estimation du coût de réseau avait été identifié comme ressortant de la boucle locale radio [...] de sous-estimation par rapport au modèle audité en 2007). Or, ce poste de coûts n'évolue que très modérément ;
 - **Les coûts unitaires des équipements** n'ont pas changé dans la nouvelle version du modèle, ni en ce qui concerne les coûts d'investissement, ni en ce qui concerne les coûts d'exploitation – maintenance. Les coûts retenus dans le modèle générique et dans le modèle Orange Caraïbe sont ainsi inférieurs aux coûts réels d'Orange Caraïbe qui fait pourtant partie d'un groupe international intégré et bénéficie de ce fait de prix fortement négociés auprès des fournisseurs. Est-il raisonnable de modéliser un opérateur efficace dans des territoires d'un million de clients disposant d'un pouvoir de négociation supérieur à celui d'un opérateur ayant plus de cent millions de clients ?
 - La dernière version du modèle augmente modérément le nombre de TRX ([...] en 2007), alors que la comparaison au nombre de TRX réels en 2007 faisait état d'un écart de [...].
2. Des incohérences persistent :
 - Les rayons de cellules restent incorrects ;
 - La couverture 3G se propage trop lentement, ce qui conduit à minimiser les coûts ;
 - L'arrivée d'un 4^{ème} opérateur sur le marché n'est pas prise en compte ;
3. Orange Caraïbe constate également que les arguments longuement développés dans la réponse à la précédente consultation s'agissant des éléments suivants :
 - Méthode de valorisation des actifs ;
 - Les paramètres « design » et « scorched node allowance »
 n'ont pas été pris en compte par l'Autorité.

En conclusion, Orange Caraïbe avait recommandé la plus grande prudence dans l'interprétation des résultats prévisionnels. D'un point de vue strictement technique, il nous paraît en particulier difficile de calculer des coûts incrémentaux fiables à partir d'un modèle dont la calibration sur les coûts complets fait encore l'objet de tant de critiques.

S'agissant de l'incohérence du calendrier :

1. L'Autorité affirme dans son analyse que le plafond des tarifs de TA doit être fixé par référence au concept de coûts incrémentaux ;
2. Au vu des éléments développés ci-dessus et des écarts significatifs constatés sur le coût et le dimensionnement du réseau, Orange Caraïbe considère que le modèle actuel et le processus de réconciliation utilisé ne sont pas satisfaisants. En l'état, ce modèle ne peut donc servir de référence pour évaluer le coût de sa TA.
3. Le calendrier retenu par l'Autorité a privilégié les travaux sur le référentiel des coûts métropolitains au 1er semestre 2010 et celui des opérateurs ultramarins au second semestre 2010.

Aussi, Orange Caraïbe considère que le calendrier retenu par l'Autorité est incohérent car la décision relative à la détermination des tarifs de terminaison d'appel sera antérieure aux travaux d'améliorations prévues sur les modèles ultramarins. Cette approche ne permettra pas de prendre en compte les évolutions à venir sur les modèles de la zone Antilles-Guyane

Par ailleurs, le calendrier de la recommandation Européenne du 7 mai 2009 donne jusqu'au 31 décembre 2012 aux régulateurs pour disposer d'un référentiel de coûts incrémentaux opposable et applicable aux opérateurs.

Aussi, Orange Caraïbe souhaite que le tarif de terminaison d'appel d'Orange Caraïbe au 1^{er} janvier 2011 reste calculé sur la base des coûts complets restitués et audités en 2009.